Macro Dev

Macroéconomie et développement
FÉVRIER 2025 | N° 60

Côte d'Ivoire : Résilience macro-financière et poursuite de l'ambition émergente

Auteur
Laura Marie

ÉDITIONS AFD
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Côte d'Ivoire : Résilience macro-financière et poursuite de l'ambition émergente

Laura Marie – mariel@afd.fr

Date de fin de rédaction : 21/12/2024

Résumé : En Côte d'Ivoire, la « décennie perdue » (2000-2010), marquée par le conflit politico-militaire interne, s'était traduite par la stagnation du PIB par tête en parité de pouvoir d'achat. Depuis, le pays a mis le cap sur l'émergence, articulant ses politiques publiques autour des objectifs fixés dans ses Plans nationaux de développement (PND) successifs. Poids lourd de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), cette économie agricole exportatrice s'est ainsi montrée solide sur la dernière décennie (7,2 % de croissance annuelle en moyenne depuis 2012) et a démontré sa résilience macro-financière à l'épreuve des chocs externes successifs depuis 2020 (pandémie de Covid-19, guerre en Ukraine, aléas climatiques). Néanmoins, ses équilibres budgétaires et extérieurs ressortent dégradés de ce cycle baissier et la consolidation, bien amorcée, est encore sujette à de nombreux risques (dégradation de l'environnement politico-sécuritaire régional, début d'un nouveau cycle électoral en Côte d'Ivoire). D'autre part, les bonnes performances de croissance du pays contrastent avec les fragilités socio-économiques, qui sont encore prégnantes, faisant de la construction d'un modèle de croissance inclusive un défi de taille. Les besoins d'investissement restent en effet très élevés pour ce pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) qui aspire à rejoindre le statut des pays de la tranche supérieure (PRITS) à l'horizon 2030.

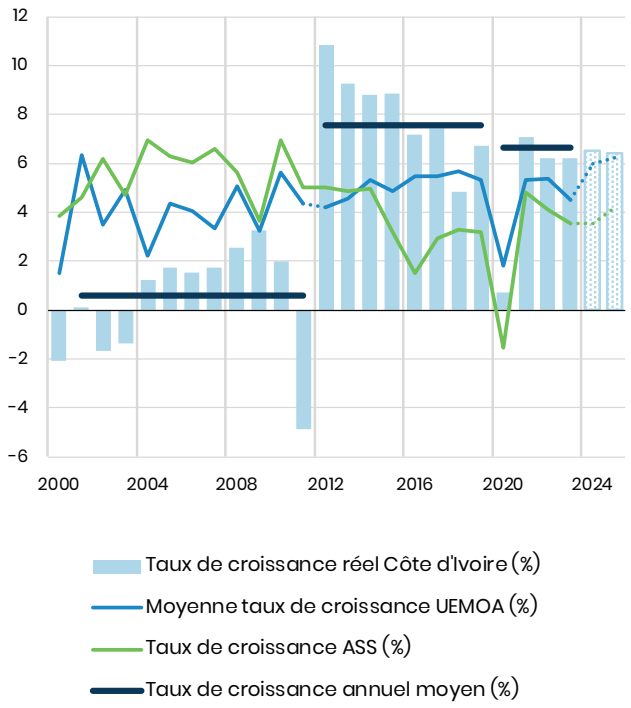
Thématique : **macroéconomie**

Géographie : **Côte d'Ivoire**

1. Le modèle de croissance ivoirien, robuste à l'épreuve des chocs, tente de relever le défi de l'intégration dans les chaînes de valeur

Depuis l'accession d'Alassane Ouattara à la présidence en 2011, la Côte d'Ivoire a entamé une phase de normalisation politique, confirmée par le bon déroulement des élections législatives de 2021 et des scrutins locaux et régionaux du 2 septembre 2023.

Graphique 1 - Une performance économique soutenue en comparaison régionale depuis 2012



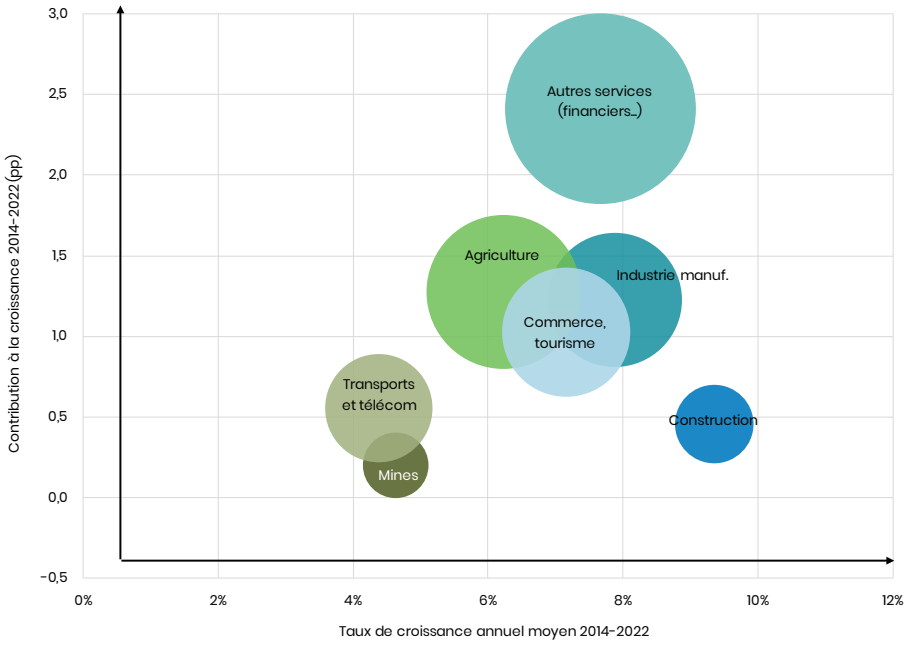
Sources : FMI (WEO).

Elle s'est accompagnée d'une croissance économique robuste. Établie en moyenne à 8 % annuellement entre 2012 et 2019, elle est de nature peu inflationniste (1 % en glissement annuel en moyenne sur la même période) et supérieure en moyenne aux performances économiques de la région Afrique subsaharienne (ASS) et de la zone d'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) (respectivement 4,1 % et 5,1 % sur la même période). En 2020, la Côte d'Ivoire est l'une des économies de la sous-région qui résiste le mieux au choc de la pandémie de Covid-19. Elle évite alors la récession et enregistre un ralentissement de sa croissance, qui s'établit à + 0,7 % par rapport à 2019. Depuis, les performances économiques s'affichent robustes (6,5 % de croissance en moyenne entre 2021 et 2023), soutenues par la rigueur du cadre macro-budgétaire mis en place par les autorités et renforcé par les programmes successifs du FMI depuis 2015.

La croissance économique est principalement portée par la consommation privée et par l'investissement. Les plans nationaux de développement (PND) et notamment l'actuel PND 2021-2025 (90 milliards d'euros, financé aux ¾ par le secteur privé) ont permis une progression rapide de l'investissement public et privé. Dans le cadre de la « Vision Côte d'Ivoire 2030 », les autorités visent un taux d'investissement à 40 % du PIB d'ici 2030, contre 25,4 % en 2024. Celui-ci se situe au-dessus de la moyenne subsaharienne (22 % du PIB), sous l'impulsion de la conduite de nombreux grands travaux (ponts à Abidjan, construction de tronçons d'autoroutes, préparation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) etc.).

L'économie ivoirienne repose en partie sur la production et l'exportation de matières premières. La Côte d'Ivoire est ainsi le 1er producteur mondial de cacao – le cacao et ses dérivés représentant 31,6 % de ses recettes d'exportation en 2023 – et de noix de cajou, le 7e producteur d'huile de palme (2e producteur africain), le 5e de caoutchouc naturel (1er producteur africain) et le 3e producteur africain de coton, derrière le Mali et le Bénin. Par ailleurs, ses exportations d'or augmentent de façon continue pour représenter 12,8 % de ses recettes d'exportation en 2023. Le secteur tertiaire et notamment les services financiers, l'industrie manufacturière et les activités de construction sont les principaux moteurs de la croissance.

Graphique 2 - La croissance est tirée par les services, l'industrie manufacturière et l'agriculture



Sources : UNCTAD, calculs AFD.

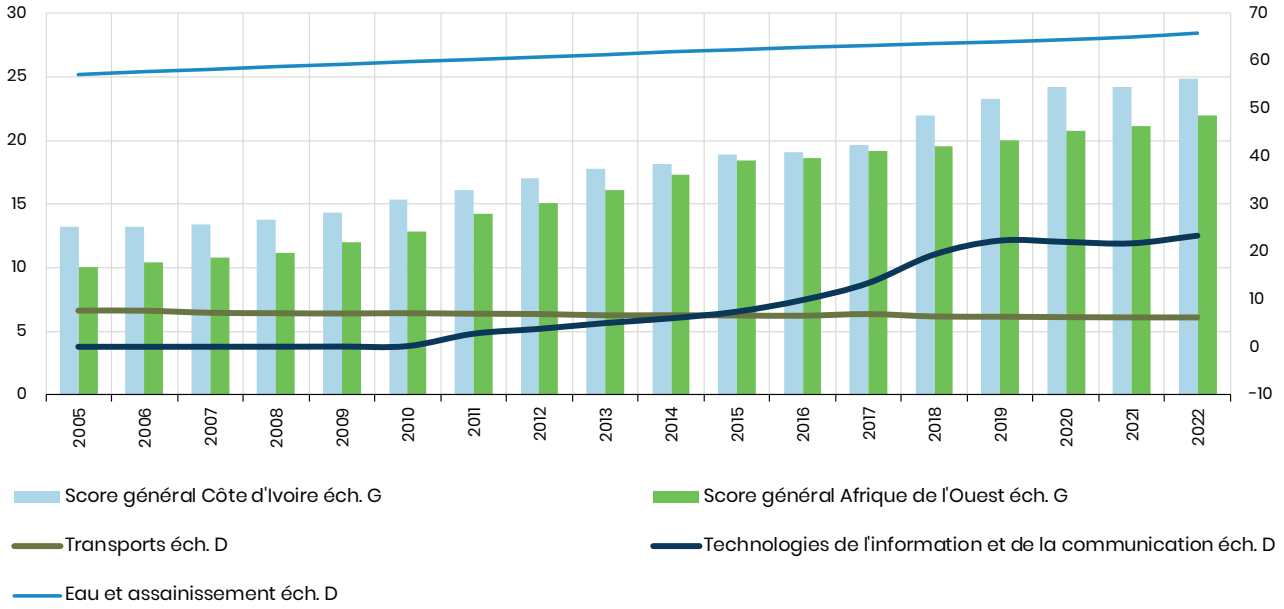
Note sur le graphique 2 : le diamètre des bulles représente le poids moyen du secteur dans le PIB.

Le secteur agricole est central dans l'économie ivoirienne, représentant la moitié de l'emploi et 21 % du PIB d'après la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Pour autant, la productivité du secteur agricole est contrainte par une sous-utilisation de machines et d'engins agricoles, la petite taille des exploitations et la faible qualification de la main-d'œuvre. Par ailleurs, le pays ne capte qu'une faible partie de la valeur économique de ce qu'elle produit. En effet, selon l'Observatoire de la complexité économique (OEC), l'indice de complexité économique de la Côte d'Ivoire est faible, positionnant le pays à la 117e position mondiale et reflétant le niveau restreint de diversification et de transformation de ses exportations. Si l'indice s'est dégradé sur les deux dernières décennies, il affiche une légère progression depuis 2020, annonçant les prémices d'une transition industrielle vers des secteurs plus complexes. Pour ce faire, l'accélération des investissements dans les infrastructures, notamment énergétiques, de transport, d'eau et assainissement et dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), est un puissant levier. Le score global de la Côte d'Ivoire dans l'*African Infrastructure Development Index* (AIDI) est plus élevé que la moyenne de l'Afrique de l'Ouest, mais reste en deçà de pairs tels que le Ghana, le Sénégal, ou encore, le Kenya[1] (*cf.* graphique 3). L'investissement est principalement dirigé vers les communications mobiles et l'accès numérique. Entre 2014 et 2023, le pays enregistre une forte progression de son score et se classe 13e au niveau du continent. En revanche, les investissements dans les réseaux de transport ont été insuffisants, avec une stagnation du score (27e place au niveau continental). La faiblesse des réseaux contribue à renchérir les coûts logistiques et à de larges pertes de production dans les phases de transport/stockage/distribution des denrées agricoles. Cela exacerbe également l'isolement des petits producteurs, qui se voient parfois imposer un prix de rachat inférieur au prix bord-champs déterminé par le Conseil café-cacao[2].

[1] Le score de la Côte d'Ivoire s'établit à 24,9 en 2022, contre 31,8 pour le Ghana, 31,3 pour le Sénégal, 27,4 pour le Kenya, tandis que la moyenne de l'Afrique de l'Ouest s'établit à 21,9.

[2] Les autorités ivoiriennes ont augmenté le prix du cacao à la production de 20 % pour le porter à 1 800 francs CFA/kg en prévision de la récolte 2024/2025. Le Conseil café-cacao s'engage à fixer un prix au moins supérieur à 60 % du prix international.

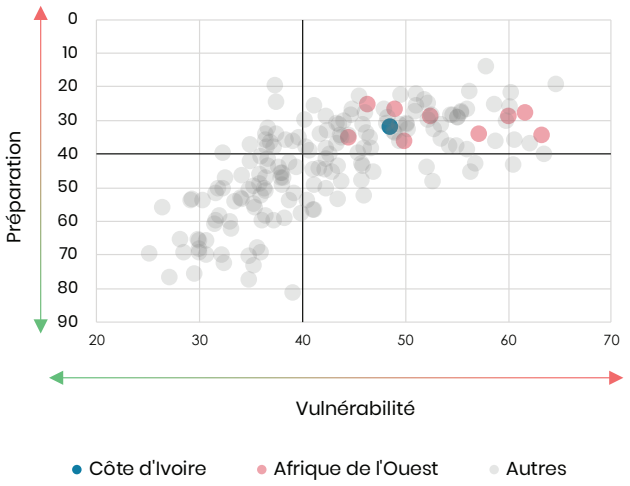
Graphique 3 - Le développement des infrastructures dans les secteurs clés progresse selon l'*African Infrastructure Development Index*



Sources : AIDI, calculs AFD.

Enfin, la Côte d'Ivoire est exposée aux effets du changement climatique et son économie demeure particulièrement vulnérable aux aléas climatiques en raison de sa dépendance à l'agriculture et de sa vulnérabilité socio-économique. Le ND-GAIN (*Notre-Dame Global Adaptation Initiative*), qui mesure la vulnérabilité croisée aux capacités de préparation, classe ainsi le pays à la 137e place au niveau mondial. Le pays enregistre d'importantes modifications de la pluviométrie et connaît des périodes de sécheresses liées au phénomène El Niño, ce qui a particulièrement pesé sur le volume de production agricole sur la saison 2023-2024 (- 25 % pour la production cacaoyère par rapport à la saison précédente). L'envolée des cours du cacao depuis janvier 2023 et la hausse conséquente du prix bord-champs (+ 80 % à 1 800 francs CFA, soit 2,74 euros) compenserait en partie la mauvaise récolte. Néanmoins, d'après les conclusions du *Country Climate and Development Report* (CCDR) de la Banque mondiale, en l'absence d'investissements pour l'adaptation et la résilience de l'économie, le pays connaîtrait des pertes économiques allant jusqu'à 13 % du PIB par an d'ici à 2050. Le nexus changement climatique/pauvreté est au cœur du défi que doit relever la Côte d'Ivoire pour viser l'émergence. Faute de mesures d'adaptation d'ici 2050, la pauvreté pourrait être de 7 points de pourcentage (pp) plus élevée (pour une projection établie à 23,4 % contre 16,7 % sans prise en compte du changement climatique).

Graphique 4 - L'indice ND-GAIN d'exposition au changement climatique place la Côte d'Ivoire parmi les pays particulièrement exposés



Sources : ND-GAIN, calculs AFD.

Par ailleurs, l'entrée en vigueur stricte du Règlement européen sur la déforestation (EUDR), prévue pour décembre 2024, pourrait fortement perturber les exportations de cacao vers l'Union européenne (UE), principal marché de la Côte d'Ivoire, et affecter sa croissance économique. Néanmoins, son application stricte semble peu probable en raison des défis de surveillance et de conformité.

L'environnement des affaires tend à s'améliorer. La confiance des investisseurs a progressé durant cette dernière décennie, mais des défis en matière de corruption (au 87e rang mondial en 2023, gagnant 3 places par rapport à 2022 selon l'indice de perception de la corruption de *Transparency International*) restent prégnants. Le crédit à l'économie a progressé de 18,5 % à 22,4 % du PIB entre 2019 et 2023, mais demeure encore faible en comparaison internationale (environ 50 % en moyenne dans les économies émergentes), et très peu porté vers le secteur agricole. Une activité croissante de microfinance permet de répondre aux besoins de financement des entreprises informelles (2,5 millions de bénéficiaires, prêts de 12 à 24 mois pour des taux compris entre 18 % et 20 %).

L'ouverture de nouveaux champs pétroliers *offshore*, financés et exploités par ENI et par Petro-CI, offrent de nouvelles perspectives. Ainsi, le secteur des hydrocarbures pourrait soutenir la croissance potentielle du pays, estimée à 6 % par le FMI, et ainsi renforcer sa position externe (les exportations pétrolières représentaient 14,8 % du total en 2023), grâce notamment à une hausse des flux nets d'investissements directs à l'étranger (IDE) dirigés vers le secteur pétrolier. La découverte des champs gaziers et pétroliers *offshore* dénommés « Baleine » fait passer les réserves totales estimées de pétrole du pays de 200 millions à 2,5 milliards de barils de pétrole (*vs* 37,5 milliards de barils pour le Nigéria) et les réserves de gaz de 26 milliards de mètres cubes à 93 milliards de m^3 (*vs* 5 trillions au Nigéria). La production nationale de pétrole devrait doubler, passant à 50 000 barils/jour, grâce à la mise en opération fin 2024 de la phase II du champ Baleine. D'ici 2030, le pays vise une production de 150 000 b/j. S'agissant du gaz, la production devrait quadrupler d'ici 2028, passant de 20 à 80 millions de pieds cubes/jour, avant d'atteindre son pic de production estimé à 150 millions ft^3/j en 2030 grâce à l'entrée en opération du champ Baleine.

L'ouverture de ces champs devrait repousser le pic de production à 2029-2030, contribuant ainsi à positionner la Côte d'Ivoire comme un nouvel acteur pétrolier régional. Cela devrait aussi lui permettre de couvrir entièrement ses besoins gaziers domestiques. Pour autant, ces perspectives représentent un enjeu majeur lié à la capacité du pays à respecter ses engagements climatiques.

La perspective des prochains scrutins présidentiels et législatifs de 2025-2026 en l'absence de recomposition majeure du paysage politique depuis une décennie, et l'interrogation qui demeure autour de la succession d'A. Ouattara, s'accompagnent d'inquiétudes quant au maintien de la stabilité politique. Les mandats successifs d'A. Ouattara ont conduit à une amélioration notable des indicateurs de gouvernance et à un environnement des affaires plus favorable. D'autre part, la situation sécuritaire demeure préoccupante en raison de l'instabilité dans l'Ouest sahélien et des crises dans les pays voisins. Depuis 2021, la Côte d'Ivoire a enregistré près de 65 300 nouvelles arrivées de demandeurs d'asile *via* les frontières nord (Agence des Nations unies pour les réfugiés – UNHCR), impliquant pour les autorités de multiplier les efforts d'accueil de ces populations déplacées. Par ailleurs, le gouvernement a décidé d'une hausse des dépenses de sécurité en 2023 et 2024, a renforcé la présence militaire dans le Nord et a mis en place des programmes d'insertion pour les jeunes. La capacité à gérer ces risques sera cruciale pour maintenir la stabilité socio-économique du pays face à ces pressions externes.

2. Le défi de la redistributivité des fruits de la croissance ivoirienne

Si le pays a connu une dynamique de rattrapage avec un doublement du revenu réel par habitant entre 2012 et 2022, il présente encore des indicateurs de développement faibles, questionnant le caractère inclusif du modèle de croissance économique ivoirien. Au sortir de la crise de 2011, la Côte d'Ivoire, enlisée pendant une décennie dans une crise politico-institutionnelle et militaire, affichait des indicateurs de développement extrêmement dégradés. Le taux de pauvreté atteignait alors 55,4 % de la population. Depuis 2012, la Côte d'Ivoire se classe parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI). Son PIB par habitant (PPA) a été multiplié par deux entre 2013 et 2023 et le revenu par habitant atteint 2 670 USD en 2023, selon la Banque mondiale (méthode Atlas).

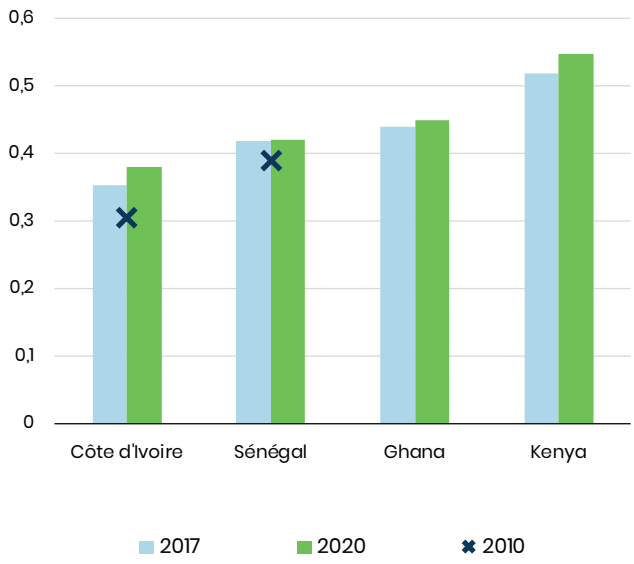
Malgré cette forte progression, le pays connaît encore des indicateurs de développement faibles. Cela s'explique notamment par des vulnérabilités liées à son modèle économique peu inclusif. Il se caractérise par la prédominance de l'emploi informel (92 % de l'emploi en 2022 selon l'OIT) concentré sur des activités peu productives (commerce, vente au détail) et largement dépendant de l'agriculture (25 % des travailleurs en 2017 et près de 70 % des travailleurs en zones rurales). Ainsi, d'après l'Institut national des statistiques ivoirien, l'incidence de la pauvreté aurait enregistré une légère baisse, mais reste particulièrement élevée au regard des fondamentaux économiques du pays. Elle passe ainsi de 39,4 % en 2018 à 37,5 % en 2021, mesurée au seuil national harmonisé pour les pays de la zone UEMOA, soit une baisse de 2,9 points de pourcentage. L'incidence de la pauvreté extrême (2,15 USD/jour) s'établit à 11,5 %, tandis qu'au seuil PRITS (soit 6,85 USD/jour), groupe de pays que la Côte d'Ivoire aspire à rejoindre à l'horizon 2030, celle-ci concerne 75,1 % de la population en 2024. D'autre part, les disparités régionales sont fortes, l'incidence de la pauvreté étant ainsi quasiment trois fois moins élevée en zone urbaine qu'en zone rurale (passant de 59,2 % à 19,6 %).

S'agissant des indicateurs de santé, la Côte d'Ivoire sous-performe largement, du fait d'un sous-investissement chronique dans le secteur de la santé durant une décennie (entre 4 et 6 % des dépenses publiques entre 2010 et 2019). En 2022, l'espérance de vie à la naissance est de seulement 58,9 ans en Côte d'Ivoire (contre 67,2 ans en moyenne dans les PRITI et 60,7 ans en Afrique subsaharienne). Le gouvernement a mis en place la couverture maladie universelle (obligatoire depuis 2022) devant garantir l'accès de la population aux soins, mais celle-ci est encore peu effective et opérationnelle compte tenu de l'état dégradé du système de santé. Enfin, s'agissant de l'éducation, l'analphabétisme demeure encore prégnant, malgré un taux brut de participation à l'école primaire de 99,4 % (57,4 % s'agissant du taux de scolarisation au secondaire), ce qui a conduit le gouvernement à faire de l'éducation un axe central de son programme. Ces éléments contribuent à placer la Côte d'Ivoire aux derniers rangs en termes d'indice de développement humain (IDH) (166e sur 189 pays en 2022), et loin derrière ses pairs présentant un PIB/habitant similaire, voire inférieur (Ghana, Tanzanie).

Sur les dix dernières années, la Côte d'Ivoire connaît une croissance démographique de 2,5 % par an en moyenne. De plus, en 2022, 42 % de la population a moins de 14 ans. Ce profil démographique soulève un enjeu lié à l'intégration des jeunes sur le marché de l'emploi. Pour répondre au défi de l'absorption des nouveaux entrants par le marché du travail ivoirien dans les prochaines années, le gouvernement concentre ses efforts sur le développement du capital humain et la jeunesse. En effet, selon l'Enquête nationale sur l'emploi (2019), la population jeune (16-35 ans) représente 65 % des personnes en âge de travailler. Ces travailleurs sont davantage touchés par le chômage et surreprésentés dans l'emploi informel (90 % des jeunes employés le sont dans le secteur informel en 2023, selon l'Étude nationale du marché du travail en Côte d'Ivoire). Le pays est confronté à un enjeu de développement du capital humain et d'adéquation entre la

formation et l'emploi. En effet, l'indice de capital humain (ICH) de la Côte d'Ivoire a progressé depuis 2010, mais apparaît faible en comparaison régionale, s'établissant à 0,38 en 2020 contre 0,42 pour le Sénégal et 0,55 pour le Kenya.

Graphique 5 - L'indice de capital humain est faible en comparaison régionale



Sources : Indice de capital humain (ICH), PNUD.

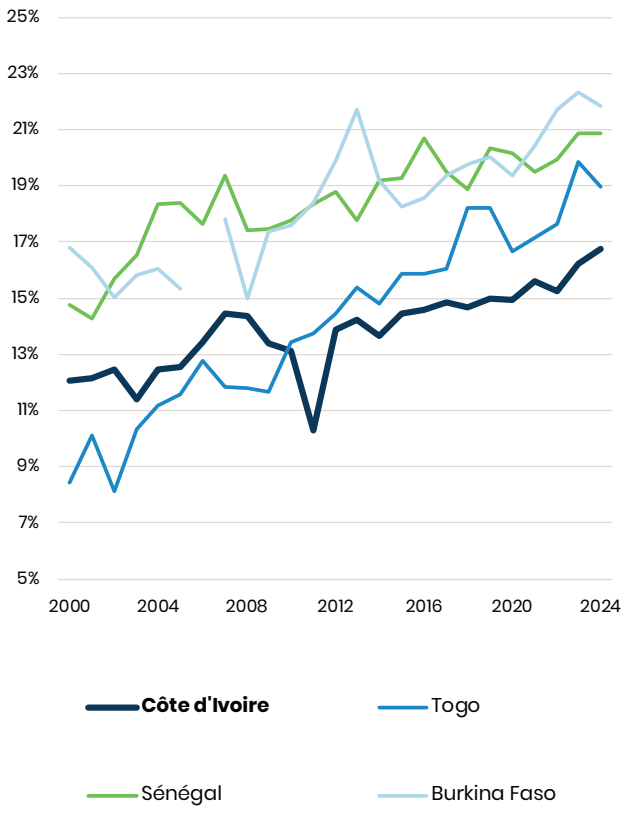
Dans le cadre de sa Politique nationale de l'emploi (PNE 2022-2025), le gouvernement se concentre sur les enjeux relatifs à l'insertion professionnelle et citoyenne de la jeunesse ivoirienne. Adoptée en 2023, la loi *Technical and Vocational Education and Training* (TVET) vise à renforcer la qualité de l'éducation, en développant la formation professionnelle. Elle fixe l'objectif de 25 % d'élèves inscrits en formation professionnelle d'ici 2025 (seulement 5 % des élèves concernés aujourd'hui), en mettant en place des politiques de recrutement harmonisées des enseignants, de formation et d'audit des enseignants et en construisant davantage d'écoles. La capacité des autorités à sanctuariser ces dépenses sociales additionnelles en matière d'éducation, de protection sociale et de santé, sera à surveiller étroitement compte tenu des efforts de consolidation budgétaire auxquels elles se sont engagées.

3. Des autorités réactives face à la fragilisation des finances publiques depuis 2020 et la succession de chocs externes

La discipline budgétaire de la Côte d'Ivoire s'est améliorée jusqu'en 2020 sous l'impulsion des différents programmes du FMI. Cependant, depuis 2020, les crises successives, telles que la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine, ont érodé ses marges de manœuvre budgétaires. Face à ces chocs, l'État a mis en place une politique budgétaire contra-cyclique en augmentant les dépenses de soutien budgétaire, incluant des programmes de soutien direct aux ménages, des subventions aux énergies fossiles et des exonérations fiscales. Le déficit budgétaire s'est creusé jusqu'à 6,8 % du PIB en 2022. En 2023, les déficits budgétaires primaire et global ont initié leur décrue sous l'impulsion de la baisse des subventions aux produits énergétiques (essence, diesel) et de la hausse des recettes fiscales. En 2024, ils devraient s'établir respectivement à 1,6 et 4 % du PIB, avec une cible de retour à 3 % du PIB d'ici 2025 selon les critères de l'UEMOA, ancrant ainsi la trajectoire de consolidation budgétaire. Néanmoins, des risques contingents à l'évolution de la situation sécuritaire au Nord notamment pèsent sur les perspectives budgétaires.

Les recettes budgétaires sont très faibles au regard de la moyenne régionale et ne représentent qu'environ 15,6 % du PIB en Côte d'Ivoire en 2023 hors dons (et 16,2 % en incluant les dons). Cela tient en partie à un taux de pression fiscale bas (13,6 % la même année) lié aux mauvaises performances sur le recouvrement de l'impôt sur les sociétés, la TVA et l'impôt foncier. Les autorités poursuivent une stratégie de mobilisation des recettes fiscales (réformes de l'administration et de la politique fiscales) et ont fait de cet axe l'épine dorsale du programme MEDC/FEC de 40 mois signé en mai 2023 avec FMI, pour consolider les finances publiques. La stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme 2024-2028, vise à atteindre un taux de pression fiscale de 17 % du PIB d'ici 2028. Les leviers identifiés pour accroître les recettes incluent l'élargissement de l'assiette fiscale de la TVA, le développement du cadastre, la rationalisation des exonérations fiscales, la formalisation des activités non déclarées, la réduction de la fraude fiscale et le renforcement de l'administration fiscale.

Graphique 6 - Un ratio recettes/PIB encore faible en comparaison régionale mais affichant une progression récente



Sources : FMI (WEO).

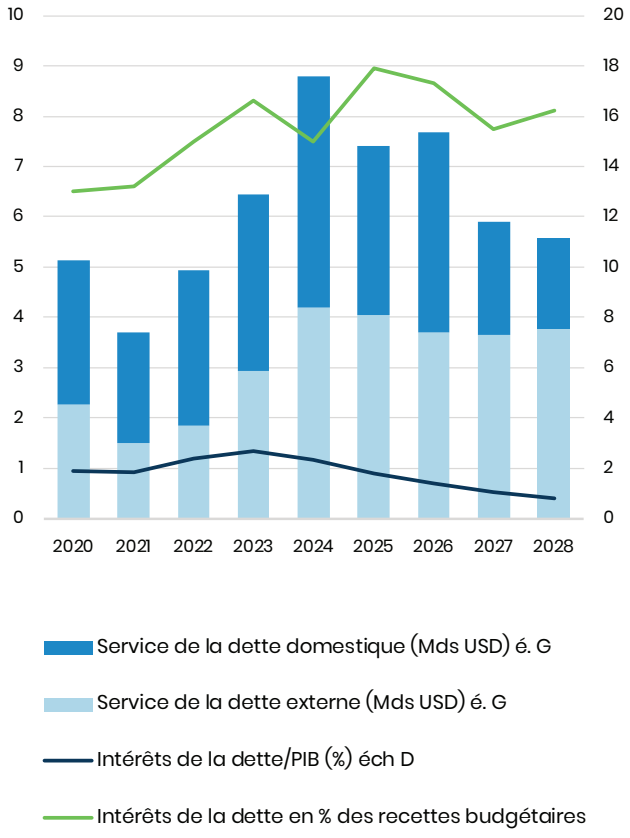
De 2012 à 2019, la Côte d'Ivoire s'est lentement ré-endettée pour financer ses plans de développement, après avoir réduit son ratio d'endettement de 50,0 % à 24,7 % du PIB grâce à l'initiative « pays pauvres très endettés » (PPTE) entre 2011 et 2012. Le pays a diversifié sa base d'investisseurs en émettant son premier Eurobond en 2014 et a continué d'émettre en moyenne 1,2 milliard d'euros par an entre 2017 et 2021.

Entre 2020 et 2023, en raison des chocs successifs auxquels la Côte d'Ivoire a été confrontée, la dette publique a très rapidement progressé (+ 19,4 pp entre 2019 et 2022), pour s'établir à 59,3 % du PIB fin 2024. Le ratio de dette publique devrait amorcer une lente décrue à partir de 2025 (prévisions FMI et autorités). La dette publique est majoritairement externe (critère de devises), celle-ci s'établissant à 37,9 % du PIB à fin 2024, contre 21,4 % du PIB pour la dette publique domestique. La forte augmentation de la dette publique a été tirée par (i) l'accumulation de déficits publics élevés sur la période 2020-2023 ; (ii) la progression de la charge d'intérêts de la dette publique totale (progression des coûts d'emprunt sur les marchés domestiques sous l'impulsion du resserrement monétaire de la BCEAO[3] et d'une sollicitation accrue du marché par les États membres de la zone) ; ainsi que (iii) par les ajustements stock-flux qui correspondent notamment aux différentes mesures extrabudgétaires prises par les autorités à partir de 2020 et qui ne sont pas directement générés par des dépenses publiques (transferts vers les entreprises publiques, nationalisation, matérialisation de garantie etc.). Ces ajustements stock-flux représentent une part très élevée dans l'augmentation de la dette publique, entre 1,3 et 5,5 pp chaque année entre 2020 et 2023.

Depuis l'émission de février 2021 (850 millions d'euros) et jusqu'en janvier 2024, compte tenu du resserrement des conditions de financement sur les marchés des Eurobonds, la Côte d'Ivoire s'est principalement financée sur le marché régional de l'UEMOA et auprès des bailleurs bi- et multilatéraux. L'allocation exceptionnelle de droits de tirage spéciaux (DTS) décidée par le FMI en août 2021 s'est substituée à l'émission d'Eurobonds initialement prévue au second semestre 2021.

Le retour sur les marchés en janvier 2024 a été bien accueilli par les investisseurs (2,6 milliards USD, avec des coupons de respectivement de 7,625 % et 8,25 % pour 9 et 13 ans). Même si les taux d'intérêt sont en progression par rapport aux précédents, cette émission confirme le maintien de l'accès aux marchés de capitaux, et la stratégie active de gestion de la dette des autorités pour faire face au poids croissant du service de la dette lié aux échéances d'Eurobonds (environ 600 millions USD par an entre 2028 et 2030 et environ 1,2 milliard USD entre 2030 et 2032). La maturité résiduelle du portefeuille de dette publique externe est passée de 8 à 8,8 ans grâce à l'opération de janvier 2024. Celle-ci a permis d'étaler davantage l'amortissement lié au principal, afin d'en limiter les pics de remboursement. Le service de la dette publique (intérêts et principal) représenterait près de 61 % des recettes publiques en 2024 contre 32,8 % en 2021 et diminuerait progressivement pour représenter environ 27 % des recettes à horizon 2028. Enfin, cette opération confirme le bon accès de la Côte d'Ivoire aux marchés de financement internationaux, dans un contexte d'accroissement du risque de refinancement lié à la progression du service de la dette.

Graphique 7 - Une amélioration sensible des métriques de soutenabilité attendue en 2025



Sources : FMI (WEO), Banque mondiale (IDS).

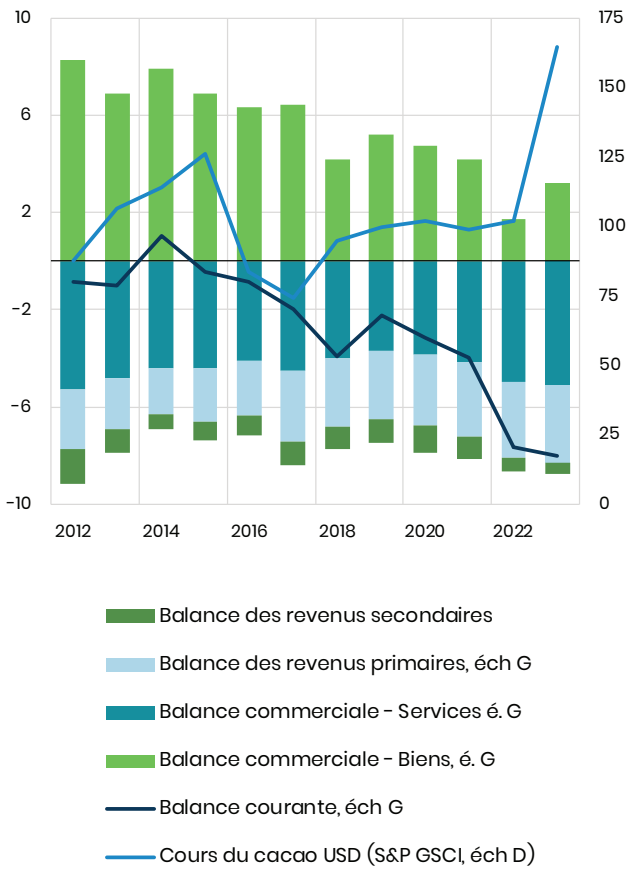
[3] Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest

La détérioration des ratios de soutenabilité de la dette publique ivoirienne depuis 2019 a également été tirée par une progression rapide des intérêts de la dette, représentant 17,9 % des recettes en 2024, contre 15 % en 2023 et 11 % en 2019. Ils devraient tendre vers 16 % à horizon 2026. Dans sa dernière analyse de viabilité de la dette (AVD) de novembre 2024, le FMI considère les risques de non-soutenabilité de la dette publique comme « modérés ». Parallèlement, deux agences ont rehaussé leurs notations souveraines pour le pays, en BA2 pour Moody's, en BB pour S&P – un des trois meilleurs *ratings* en Afrique. Quant à l'agence Fitch, elle a maintenu inchangée sa notation souveraine (BB-). Ces rehaussements sont notamment sous-tendus par la structure favorable de la dette publique ivoirienne : en septembre 2024, 91,5 % du portefeuille de dette est détenu à taux fixe et seulement 63,2 % est libellé en devises étrangères (principalement en euros), limitant *de facto* son exposition au risque de change. Grâce à une part élevée de dette détenue en des termes concessionnels, le taux d'intérêt moyen pondéré du portefeuille ressort à 4,6 % en septembre 2024.

Les déficits des comptes extérieurs de la Côte d'Ivoire se sont tendanciellement creusés depuis une décennie au gré des larges programmes d'investissement du pays, nécessitant l'importation de biens d'équipement et accentuant ainsi le déficit de la balance commerciale. Plus récemment, le creusement des déficits jumeaux du pays au gré des chocs successifs depuis 2020 (hausse des amortissements de dette externe, baisse des performances exportatrices, hausse des importations) a entraîné une forte hausse des besoins de financement externe (BFE). D'autre part, le renchérissement des conditions de financement externe contribue à maintenir le BFE élevé.

En effet, malgré des flux nets d'investissements directs à l'étranger stables (1,4 % du PIB en 2022 et 1,8 % estimé pour 2023), et des investissements de portefeuille fluctuants (+ 0,9 % en 2022, - 0,3 % en 2023), le financement externe de l'État a souffert de l'absence d'émissions d'Eurobonds à partir de 2021, révélant des vulnérabilités dans la position externe du pays et contribuant à la détérioration du stock de réserves de change consolidées au niveau de la zone UEMOA. Celles-ci ont diminué, passant de 5,2 mois d'importations de la région fin 2021 à 3,3 mois en octobre 2024, maintenues à ce niveau depuis 2023 grâce aux récentes émissions sur les marchés internationaux (Bénin, Côte d'Ivoire et Sénégal) et aux décaissements des programmes FMI dans la zone. La parité fixe du franc CFA vers l'euro demeure garantie grâce à l'accord de coopération entre la France et les États membres de l'UEMOA.

Graphique 8 - Les équilibres extérieurs, qui se dégradaient depuis 2019, tendent à s'améliorer



Sources : FMI (WEO, Art IV), S&P.

Les perspectives de consolidation des comptes externes sont assez favorables, bénéficiant d'une remontée des cours des matières premières, notamment de l'or, du cacao, coton, (après une saison agricole 2023-2024 difficile en raison des chocs climatiques), et à l'aune de l'approfondissement des capacités pétrolières du pays.

Références bibliographiques

Banque mondiale (2023), *Côte d'Ivoire Country Climate and Development Report*, groupe Banque mondiale.

Bertelsmann Stiftung, BTI (2022), *Country Report — Côte d'Ivoire*. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung, 2022.

Fonds monétaire international (2021), Article IV Consultation and Selected Issues, IMF Country Report n°21/170

Fonds monétaire international (2021), Article IV Consultation and Selected Issues, IMF Country Report n°22/205

Fonds monétaire international (2023), *First reviews under the extended arrangement under the extended fund facility and arrangement under the extended credit facility – debt sustainability analysis update*, IMF Country Report n°EBS/23/123.

Fonds monétaire international (2023), *Requests for an extended arrangement under the extended fund facility and a 40-month arrangement under the extended credit facility*, staff report, IMF Country Report n°23/204.

Fonds monétaire international (2024), Côte d'Ivoire — Staff Report for the 2024 Article IV Consultation, Third Reviews Under Extended Arrangement Under the Extended Fund Facility and the Arrangement Under the Extended Credit Facility, Request for Modification of a Quantitative Performance Criterion, and Second Review Under the Resilience and Sustainability Facility Arrangement—Debt Sustainability Analysis.

Ministère de l'économie et des finances (2023, 2022, 2021, 2020, 2019, 2018, 2017, 2016), *Bulletin(s) statistique(s) de la dette publique*, République de Côte d'Ivoire.

Plane P. (2023), *La compétitivité hors prix de l'UEMOA : mesure et évaluation comparée*, CERDI-FERDI

République de Côte d'Ivoire (2021), *Plan National de développement 2021-2025*, Côte d'Ivoire.

UNHCR, Côte d'Ivoire - Réfugiés et demandeurs d'asile. UNHCR, https://data.unhcr.org/en/country/civ. Accédé le 9 janvier 2025.

Liste des acronymes et abréviations

AIDI	*African Infrastructure Development Index*
ASS	Afrique subsaharienne
AVD	Analyse de viabilité de la dette
BCEAO	Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest
BFE	Besoin de financement externe
CCDR	*Country Climate and Development Report*
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
DTS	Droits de tirage spéciaux
EUDR	Règlement européen sur la déforestation
FEC	Facilité élargie de crédit
FMI	Fonds monétaire international
ICH	Indice de capital humain
IDE	Investissement direct à l'étranger
IDH	Indice de développement humain
MEDC	Mécanisme élargi de crédit
ND-GAIN	*Notre Dame Global Adaptation Initiative*
OCE	Observatoire de complexité économique
PIB	Produit intérieur brut
PND	Plan national de développement
PNE	Politique nationale de l'emploi
PP	Point de pourcentage
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PRITS	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure
PRITI	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure
PPTE	Pays pauvres très endettés
TIC	Technologie de l'information et de la communication
TVET	*Technical and Vocational Education and Training*
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UNHCR	United Nations Haut-Commissariat pour les réfugiés

Liste des graphiques

Graphique 1 - Une performance économique soutenue en comparaison régionale depuis 2012

Graphique 2 - La croissance est tirée par les services, l'industrie manufacturière et l'agriculture

Graphique 3 - Le développement des infrastructures dans les secteurs clés progresse selon l'*African Infrastructure Development Index*

Graphique 4 - L'indice ND-GAIN d'exposition au changement climatique place la Côte d'Ivoire parmi les pays particulièrement exposés

Graphique 5 - L'indice de capital humain est faible en comparaison régionale

Graphique 6 - Un ratio recettes/PIB encore faible en comparaison régionale mais affichant une progression récente

Graphique 7 - Une amélioration sensible des métriques de soutenabilité attendue en 2025

Graphique 8 - Les équilibres extérieurs, qui se dégradaient depuis 2019, tendent à s'améliorer

Agence française
de développement
5, rue Roland Barthes
75012 Paris I France
www.afd.fr

Les Éditions Agence française de développement (AFD) publient des travaux d'évaluation et de recherche sur le développement durable. Réalisées avec de nombreux partenaires du Nord et du Sud, ces études contribuent à l'analyse des défis auxquels la planète est confrontée, afin de mieux comprendre, prévoir et agir, en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Avec un catalogue de plus de 1000 titres et 80 nouvelles œuvres publiées en moyenne chaque année, les Éditions Agence française de développement favorisent la diffusion des savoirs et des expertises, à travers leurs collections propres et des partenariats phares.
Pour un monde en commun.

Avertissement
Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de leur(s) auteur(s). Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence française de développement ou des institutions partenaires.

Directeur de publication Rémy Rioux
Directeur de la rédaction Thomas Mélonio
Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils
Conception et réalisation PUB

Date de fin de rédaction : 21/12/24

Crédits et autorisations
Licence Creative Commons
Attribution - Pas de commercialisation - Pas de modification
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/

Dépôt légal 1er trimestre 2025
ISSN 2116-4363
Imprimé par le service de reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications des Éditions Agence française de développement :
editions.afd.fr